



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

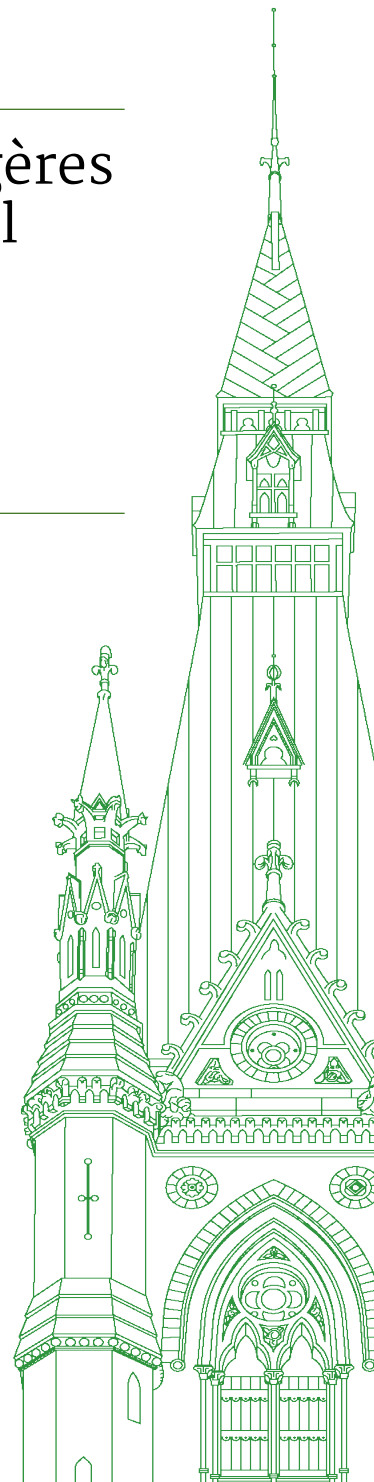
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 015

**PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY**

Le mardi 25 novembre 2025

Président : Ahmed Hussen





# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 25 novembre 2025

• (1105)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)):** Je déclare la séance ouverte. Bienvenue à la 15<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

[Français]

Conformément au Règlement, la réunion d'aujourd'hui se déroule en mode hybride. Les membres du Comité peuvent participer en personne ou à distance, au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Conformément à l'article 106(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre 2025, le Comité se réunit pour étudier la réponse du Canada à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins qui seront avec nous pendant la première heure.

Nous accueillons tout d'abord Mykola Kuleba, chef de la direction de Save Ukraine, qui se joint à nous par vidéoconférence.

Nous accueillons ensuite Caitlin Howarth, directrice de l'analyse des conflits du Yale School of Public Health Humanitarian Research Lab, qui comparait en personne.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration liminaire, après quoi nous passerons aux questions des membres du Comité.

Je vous souhaite la bienvenue et je vous invite maintenant à faire votre déclaration liminaire.

**Mykola Kuleba (chef de la direction, Save Ukraine):** Je vous remercie, monsieur le président, et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'appelle Mykola Kuleba. Je suis très reconnaissant envers le gouvernement canadien pour l'attention qu'il porte à cette question ainsi que pour le soutien important que vous nous accordez, y compris votre visite au bureau de Save Ukraine à Kiev, monsieur le président, qui a donné à beaucoup de gens un sentiment de courage et de solidarité.

Je vous remercie de me donner l'occasion de parler de l'un des pires crimes de traite des enfants de l'histoire moderne: l'enlèvement, l'endoctrinement et la militarisation systématiques des enfants ukrainiens par la Russie.

Avant de commencer, permettez-moi de vous faire part d'une brève réflexion personnelle. Je travaille dans le domaine de la protection de l'enfance depuis 26 ans, mais rien ne pouvait nous prépa-

rer à une machine d'État conçue pour effacer une génération. C'est pourquoi Save Ukraine œuvre à rapatrier les enfants ukrainiens — ces enfants arrachés à leur pays — et à les accompagner sur le chemin de la guérison.

Comme vous le savez, Save Ukraine est le plus grand organisme qui porte secours aux enfants ukrainiens détenus en Russie ou dans les territoires occupés par la Russie. À ce jour, plus de 1 000 enfants ont pu retrouver leur foyer après avoir été séparés de leur famille, victimes de la traite des personnes et envoyés dans des camps militaires, sous la menace de perdre leur identité. Tout ce que je vais décrire dans un instant a été directement documenté à partir de témoignage d'enfants qui ont fui les territoires occupés et qui ont reçu du counseling post-traumatique.

La Russie a abaissé un nouveau rideau de fer sur le monde en retenant en captivité plus de 1 million d'enfants ukrainiens. Au sein de ce système, Moscou poursuit deux objectifs stratégiques.

Le premier consiste à militariser les enfants ukrainiens, en particulier les garçons, et à les entraîner dans des camps militaires de manière à ce qu'ils détestent l'Occident et combattent aux côtés de la Russie contre les pays de l'OTAN. Selon les enfants, les écoles situées en territoire occupé ont été converties en camps d'entraînement militaire où le combat est enseigné tous les jours. Un garçon a récemment raconté que des soldats russes étaient entrés dans sa classe pour soumettre les élèves à des tests psychologiques: êtes-vous à l'aise avec l'idée de tuer des gens? Seriez-vous prêts à le faire? Aimez-vous frapper? Lorsqu'un garçon a refusé de répondre, on lui a dit qu'il serait le premier à être envoyé, affecté à un sous-marin. C'est injuste. Les enfants devraient étudier et jouer, et non pas devoir imaginer ce que cela signifie que d'enlever la vie à quelqu'un.

Partout en Russie, au Bélarus et dans les régions occupées, des garçons d'à peine 8 ans sont envoyés dans des camps dits patriotiques et des académies de cadets. Là-bas, on leur apprend à assembler des fusils, à lancer des grenades, à manipuler des drones, à creuser des tranchées, à prendre d'assaut des bâtiments et à défiler sous le drapeau russe. On leur fait croire que l'OTAN est l'ennemi et que la guerre contre ses États membres est nécessaire. Après avoir été secouru, un garçon nous a raconté qu'on lui avait dit que sa mission était de se préparer à combattre d'abord l'Ukraine, puis l'Occident.

La deuxième stratégie concerne les jeunes filles. Visiblement, l'intention de la Russie est de pousser les jeunes Ukrainiennes à devenir mères de soldats. Il s'agit d'une arme démographique destinée à compenser les pertes sur le champ de bataille et à servir la stratégie impériale de la Russie à long terme. Je vous invite à regarder la documentation que vous avez sous les yeux: faisons une pause pour que vous puissiez mesurer pleinement ce que l'on dit aux enfants.

Les filles et les femmes des territoires occupés sont contraintes d'accoucher le plus tôt possible pour que leurs enfants puissent être assimilés au système russe. Cette stratégie vise à contrôler le corps des filles et à transformer la maternité en outil de guerre. Des mères sont forcées d'accepter la citoyenneté russe sous peine de subir des conséquences inhumaines et illégales.

Une mère de 19 ans nous a dit qu'au moment de son accouchement, elle a dû accepter la citoyenneté russe pour pouvoir subir une césarienne. Après la naissance, elle a été forcée d'enregistrer son nouveau-né avec un certificat de naissance russe, car on la menaçait de ne pas pouvoir quitter l'hôpital avec lui. Cette pratique vise à garder illégalement ces familles en Russie et à bloquer toute évacuation vers un pays tiers.

Les histoires documentées des enfants que nous avons secourus montrent clairement qu'il ne s'agit pas d'un incident isolé. C'est une politique délibérée. L'ampleur de ce crime est stupéfiante.

Plus de 19 000 enfants ont été officiellement déclarés enlevés. Les services de renseignement américains estiment que le nombre réel pourrait en fait dépasser 260 000. Plus d'un million d'enfants ukrainiens demeurent sous le contrôle russe sans aucune possibilité légale de rentrer chez eux. Il s'agit du plus vaste programme de traite et de rééducation des enfants mené par un État européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Il prend de l'expansion chaque mois.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme international officiel permettant de secourir ces enfants. Le chemin de fer clandestin, dont la sécurité a été assurée par le Canada, est désormais exploité par Save Ukraine et constitue malheureusement le seul moyen de sauver les enfants. Sur les quelque 1 800 enfants qui ont pu regagner leur foyer jusqu'à maintenant, plus de 1 000 ont été rapatriés grâce à nos missions de sauvetage.

Ces garçons et ces filles étaient détenus dans des camps, des orphelinats russes et des familles d'accueil au plus profond de la Russie ou coincés derrière des lignes d'occupation. En plus de sauver ces enfants, Save Ukraine leur fournit des soins médicaux complets, une réadaptation tenant compte des traumatismes, une éducation et une réintégration dans leur famille ou leur communauté d'accueil.

Le Canada s'impose aujourd'hui comme un chef de file mondial dans ce domaine, aux côtés des 44 pays engagés dans l'initiative Bring Kids Back. Grâce à son appui, nous avons pu retracer plus de 4 000 dispositifs appartenant à des enfants déplacés de force, établir 800 profils détaillés et contribuer directement au sauvetage de 200 d'entre eux.

Soyons clairs: ce problème dépasse les frontières de l'Ukraine. Il menace la sécurité mondiale.

Aujourd'hui, la Russie consacre plus de 1,5 milliard de dollars à des campagnes de propagande à l'échelle mondiale. Selon le budget approuvé par la Douma d'État, 92 millions de dollars sont destinés à l'éducation patriotique. Près de 13 millions de dollars sont versés à Yunarmiya, la plus grande organisation militarisée de jeunes qui prépare les enfants à servir dans l'armée russe, et 212 millions de dollars sont versés aux mouvements inspirés des pionniers soviétiques.

• (1110)

**Le président:** Merci.

Monsieur Kuleba, je dois vous demander de conclure votre déclaration, car vous avez dépassé le temps qui vous était imparti.

**Mykola Kuleba:** Merci beaucoup.

**Le président:** Merci beaucoup à Mykola Kuleba, chef de la direction de Save Ukraine.

Je suis allé en Ukraine l'an dernier dans le cadre de mes fonctions précédentes. J'ai donc pu voir de mes propres yeux le travail de Save Ukraine et de votre équipe et rencontré certains des enfants que vous avez secourus. Je vous remercie.

J'invite maintenant Caitlin Howarth à faire sa déclaration liminaire.

Je vous souhaite la bienvenue.

**Caitlin Howarth (directrice de l'analyse des conflits, Yale School of Public Health Humanitarian Research Lab):** Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité et, bien sûr, mon estimé collègue de l'Ukraine, je vous remercie infiniment de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Je m'appelle Caitlin Howarth et je suis directrice de l'analyse des conflits au Yale School of Public Health Humanitarian Research Lab, une équipe dévouée qui est devenue une pionnière dans l'utilisation d'enquêtes de sources ouvertes et d'imagerie satellite pour surveiller et documenter les crimes de guerre et les violations graves des droits de la personne.

Nous sommes fiers d'avoir soutenu les efforts nationaux et internationaux en matière de reddition de comptes en Ukraine et au Soudan. Les conclusions de nos enquêtes sont conservées selon les normes en matière de preuve et sont produites dans le cadre de protocoles rigoureux sur les responsabilités à l'égard des données.

Je peux vous confirmer qu'au cours des trois dernières années, notre laboratoire a mis au jour un programme à grande échelle, organisé par l'État, visant le transfert et l'adoption forcés, la militarisation et la rééducation idéologique d'enfants ukrainiens. Ce programme est financé, facilité et publiquement avalisé par le gouvernement russe, y compris au plus haut niveau par le président Vladimir Poutine.

Notre enquête de décembre 2024 a révélé que 314 enfants ukrainiens avaient été déportés en Russie et inscrits illégalement sur les sites Web du gouvernement russe en vue de leur adoption, où ils étaient présentés comme des orphelins russes. Au moins 67 de ces enfants ont été naturalisés russes et 208 ont été placés en adoption ou sous tutelle.

Les enfants ont été emmenés dans au moins 21 régions de la Russie. Cinq d'entre elles figuraient déjà dans les bases de données d'adoption. Nous avons désormais établi — et je peux vous le révéler pour la première fois ici — que des enfants ukrainiens ont également été inscrits en vue de leur adoption dans au moins 10 autres régions de la Russie, absentes de nos rapports précédents. Malheureusement, l'interruption du financement a restreint notre capacité à poursuivre ces pistes cruciales.

Dans notre enquête publiée en septembre 2025, nous avons recensé 210 installations impliquées dans la rééducation et la militarisation d'enfants ukrainiens. Ces installations se trouvent dans 56 régions de la Russie et de l'Ukraine occupée par la Russie, ainsi qu'à 13 endroits au Bélarus. Il s'agit notamment d'écoles de cadets, de bases militaires, d'établissements médicaux, d'institutions religieuses, d'universités, d'hôtels, de centres familiaux et de camps ou de sanatoriums. La moitié de ces installations sont directement administrées par le gouvernement russe, et dans 61,9 % d'entre elles, les enfants sont soumis à une rééducation prorusse. Au moins 39 enfants ont déjà reçu un entraînement militaire, mais nous estimons que ce chiffre est largement sous-évalué.

Les présumés plans de la Russie ne se limiteront pas aux enfants déjà sous son contrôle. Les images satellites révèlent la mise en place de nouvelles installations destinées à en accueillir davantage. Sans intervention, un nombre accru d'entre eux risque d'être entraîné dans un processus d'endoctrinement qui les conduira jusqu'au front, dans une guerre visant à nier l'identité et la souveraineté de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas d'un programme ponctuel ni de mesures accessoirées. Notre laboratoire a établi l'existence d'un programme systématique visant l'effacement de l'identité et le transfert illégal d'enfants, soit des actes qui correspondent tout à fait aux définitions de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

L'Ukraine a déployé des efforts extraordinaires pour secourir ses enfants. Plus de 1 600 d'entre eux ont pu retrouver leurs familles grâce à des opérations diplomatiques, de renseignement, judiciaires et humanitaires complexes. Avec l'initiative Bring Kids Back UA, qui est un consortium réunissant le gouvernement ukrainien et des partenaires de la société civile, y compris Save Ukraine et notre laboratoire, et le soutien indéfectible de nombreuses personnes présentes aujourd'hui, il apparaît clairement qu'aucune paix durable ne sera possible tant que tous les enfants ukrainiens n'auront pas été rapatriés.

Les données nécessaires aux négociations sont celles qui établissent irréfutablement l'identité des enfants ainsi que le lieu et les responsables de leur enlèvement. La Russie restreint rapidement l'accès à ces informations, en supprimant les avis d'adoption et les traces numériques essentielles pour localiser les enfants qui ont été enlevés. L'Ukraine a besoin de partenaires d'enquête capables de naviguer avec expertise dans l'espace informationnel de plus en plus restreint sans exposer les sources ni compromettre les opérations délicates en cours. Il est essentiel de financer ces initiatives visant à identifier les enfants et à les ramener chez eux.

Notre laboratoire a été en mesure de fournir aux autorités ukrainiennes des profils d'enfants complets et vérifiables, y compris leur nom, leur date de naissance, leur lieu d'origine, le lieu de leur enlèvement et l'identité des responsables. Ces données sont essentielles pour les négociations visant le rapatriement des enfants, car la Russie dissimule souvent les faits et utilise le déni plausible. Notre travail élimine cette option.

Nous entreprenons actuellement une vaste étude afin d'établir le nombre exact d'enfants ukrainiens enlevés depuis le début de l'invasion à grande échelle en février 2022, un chiffre que la Russie tente de manipuler et de dissimuler. Ce travail est indispensable pour assurer la reddition de comptes, soutenir l'application des sanctions et préparer les négociations de paix, dans lesquelles le sort de ces enfants constitue une condition incontournable.

• (1115)

Comme beaucoup d'autres, nous subissons les effets de la crise mondiale du financement des organisations humanitaires et de défense des droits de la personne. Sans soutien, nos opérations en Ukraine prendront fin d'ici quelques semaines. Nous craignons les conséquences de cette interruption, qui priverait le gouvernement ukrainien d'un partenaire non gouvernemental fiable et efficace, capable de fournir un appui fondé sur les normes de preuve les plus élevées. Nous sollicitons l'appui de nos partenaires canadiens pour garantir la continuité de ce financement et de cette mission essentielle.

Monsieur le président, et mesdames et messieurs les membres du Comité, la Russie se sert des enfants ukrainiens dans le cadre de sa stratégie visant à s'attaquer à l'intégrité territoriale, à l'identité et à la liberté de l'Ukraine. Ces enfants ne représentent pas seulement l'avenir de l'Ukraine; ils se trouvent au premier rang du combat pour la victoire et pour une paix durable. Il ne pourra y avoir de paix juste ou durable en Ukraine tant que chaque enfant enlevé par la Russie n'aura pas été identifié, localisé et rapatrié.

Merci beaucoup.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer aux députés qui poseront leurs questions aux témoins, et nous allons commencer par Mme Kramp-Neuman.

Vous avez six minutes.

**Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC):** Merci.

Tout d'abord, je vous remercie tous les deux de votre témoignage aujourd'hui.

J'ai un certain nombre de questions pour vous deux, mais je vais peut-être d'abord vous demander, monsieur Kuleba, si vous souhaitez poursuivre vos observations. Je pense que vous étiez en train de faire quelques énoncés à la toute fin. Si vous voulez terminer ce que vous aviez à dire, vous pouvez utiliser une partie de mon temps.

**Mykola Kuleba:** Merci beaucoup. Je vous en suis très reconnaissant.

Je vous demande de ne pas vous arrêter. Je vous en conjure.

C'est la stratégie impériale de la Russie. C'est manifeste chez chacun des enfants secourus. Si le monde ne met pas un frein à cela dès maintenant, des milliers de ces garçons deviendront des soldats entraînés à combattre l'Occident, et des milliers de filles seront forcées à des grossesses précoces pour alimenter la prochaine vague de soldats.

Je vous demande votre aide pour continuer à ramener ces enfants à la maison. Les rapatrier n'est pas seulement un acte de compassion, mais aussi un mécanisme de lutte contre une menace hybride à long terme visant tous les pays de l'OTAN en plus d'un investissement dans la sécurité mondiale.

Merci beaucoup de votre leadership, de votre courage et de votre humanité.

• (1120)

**Shelby Kramp-Neuman:** Merci.

Monsieur Kuleba, j'aimerais vous poser une question.

Comment l'organisation Save Ukraine adapte-t-elle ses stratégies alors que les conditions en première ligne continuent de changer?

**Mykola Kuleba:** Nous avons commencé nos missions de sauvetage dès que le pays a été frappé par cette invasion à grande échelle, mais nous avons aussi pu observer ce phénomène lors de la première invasion, lorsque j'ai fondé Save Ukraine.

Après la libération de territoires dans plusieurs régions, nous avons découvert que bon nombre de ces dizaines de milliers d'enfants avaient été kidnappés. Nous avons retracé les mères, beaucoup d'entre elles en tout cas, et elles ont indiqué que leurs enfants avaient été emmenés dans des camps et des académies. Nous avons essayé de les retrouver. Notre première tâche consistait à chercher les enfants, et nous les avons trouvés dans de nombreux établissements russes.

Il y a plus de trois ans, nous avons commencé nos missions de sauvetage à partir des territoires occupés et à l'intérieur de la Russie. À l'époque, il était possible de ramener de cinq à 10 enfants. Nous avons commencé à ce rythme, mais la Russie a ensuite interdit tout sauvetage. Même la mère d'un enfant qui se rend en Russie et déclare à la frontière qu'elle veut le ramener en Ukraine sera immédiatement expulsée et interdite de séjour en Russie pendant 20 ans.

C'est pourquoi nous renforçons notre système de communication pour faciliter la recherche de ces enfants. Nous avons un groupe d'enquête en Ukraine, et nous avons des médiateurs qui instaurent un climat de communication et de confiance, et qui veillent à ce que les enfants qui ont été enlevés puissent rentrer chez eux en toute sécurité.

Nous ne pouvons pas leur dire grand-chose, mais nous avons leurs amis et leurs proches qui peuvent leur dire que ce ne sont pas les nazis qui vont les tuer en Ukraine, pas plus d'ailleurs que les soldats de l'OTAN, et qu'ils peuvent revenir en Ukraine et y vivre en sécurité. C'est ainsi que nous pouvons nous assurer que les enfants reviennent, et, grâce à notre chemin de fer clandestin, nous les sauvons.

Je ne peux pas vous donner de détails parce que beaucoup de choses sont confidentielles, mais nous avons des enfants rapatriés à partir de familles d'accueil russes, d'institutions russes, d'académies militaires russes et même de l'armée russe.

**Shelby Kramp-Neuman:** Je vous remercie.

Madame Howarth, je me tourne maintenant vers vous. Tout d'abord, je vous remercie de tout votre travail. J'ai entendu un exposé de l'un de vos homologues, je crois, lorsque j'ai assisté à la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à la fin de l'été, et il a également parlé longuement de ses préoccupations concernant le maintien du financement.

Je peux aussi vous dire que l'ambassadeur indiquait la semaine dernière que l'un des aspects les plus difficiles de ces enlèvements est ce qu'il a appelé le lavage de cerveau et la tentative de russification des enfants. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les enfants enlevés? Quels problèmes risquent d'éprouver ces enfants s'ils rentrent à la maison?

Deuxièmement, comment pouvons-nous connaître le nombre de ceux qui ont quitté le pays de cette manière et savoir à quel moment ils sont rapatriés? Existe-t-il une sorte de registre pour ces enfants?

**Caitlin Howarth:** Pour répondre d'abord à votre deuxième question, il n'y a malheureusement pas pour ces enfants de registre centralisé que tous les partenaires humanitaires et, surtout, l'ensemble des forces de l'ordre à l'échelle internationale pourraient alimenter et consulter de façon cohérente.

C'est essentiel. Nous avons besoin d'une ressource à laquelle nos forces de l'ordre pourront avoir accès partout dans le monde, car lorsque les enfants sont en mesure d'échapper à ce système pour reprendre le cours de leur vie, ils ne le font pas tous à l'intérieur de la Russie, mais ils ne retournent pas nécessairement non plus en Ukraine. Si jamais ils sont amenés, de façon coercitive ou non, dans un autre pays, il faut que les autorités en place puissent savoir de qui il s'agit et ce qui leur est arrivé. Étant donné que la Russie met vraiment tout en œuvre pour effacer complètement leur identité et que les familles adoptives peuvent changer leur nom et leur lieu de naissance, il est crucial que cette information soit compilée et que ce registre soit créé.

Pour répondre à votre première question sur le niveau d'endoctrinement et sur son caractère insidieux, je tiens à souligner le travail remarquable accompli à ce chapitre par mon collègue M. Kuleba et toute l'équipe de psychologues et de travailleurs sociaux qui collaborent avec lui.

En ce qui concerne les torts causés, en particulier aux enfants plus jeunes qui sont pris au piège dans ce système — nous parlons d'environ 1,6 million d'enfants ukrainiens sous l'emprise des occupants russes —, l'impact ressenti peut être très profond, surtout dans un contexte où l'enfant est traumatisé.

C'est ce que cherchent à faire d'abord et avant tout les Russes en créant la possibilité d'un lien traumatique avec leurs victimes. Ils s'efforcent ensuite de resserrer ce lien en misant sur la propagande et l'endoctrinement et en disant à ces enfants: « Vous avez maintenant une nouvelle maison, une nouvelle mère, et cette mère, c'est mère Russie ». C'est ce qui est si dangereux.

● (1125)

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg.

Vous avez six minutes.

**Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci beaucoup à vous deux de vos témoignages on ne peut plus éloquents.

Je note que nous avons entendu des témoignages dans le même sens au Sous-comité des droits internationaux de la personne. Je crois, monsieur Kuleba, que vous avez également comparu devant ce comité. Nous avons entendu certains enfants et leurs parents, et c'était absolument déchirant. Vous avez utilisé le mot « insidieux »; je ne pense pas qu'il existe un terme assez fort pour désigner l'utilisation des enfants comme armes de guerre contre leur propre famille et leur propre patrimoine.

J'aimerais d'abord m'adresser à M. Kuleba.

On nous a aussi dit que ce n'était pas un phénomène entièrement nouveau. Cela a commencé dès 2014 dans les régions illégalement occupées. Ces enfants, qui sont maintenant bien sûr plus âgés, sont forcés de s'enrôler dans l'armée russe et de se battre contre leur propre peuple.

Y a-t-il un précédent qui nous permettrait de voir dans quelle mesure cette pratique prend de l'ampleur? Le cas échéant, que pouvons-nous faire pour empêcher que cela se reproduise?

Je vais commencer par M. Kuleba, puis je passerai à vous, madame Howarth.

**Mykola Kuleba:** Merci.

Vous avez raison. Le nombre d'enfants conscrits augmente.

Je vais vous donner un seul exemple. Avant mon voyage, j'ai parlé avec un soldat. Il m'a dit qu'il y avait eu une bataille et que de nombreux soldats russes avaient été tués. Ils ont recueilli leurs documents et leurs dépouilles. L'un d'entre eux était un garçon de 15 ans en uniforme militaire russe. Ils utilisent des enfants soldats.

Avec un lavage de cerveau et un endoctrinement en règle, ils insistent la haine envers l'OTAN. Dans les prisons ukrainiennes, le sixième des soldats russes capturés provient maintenant des territoires occupés. Bon nombre d'entre eux sont de jeunes adultes. Si vous leur demandez: « Qui combats-tu? », ils vous répondront: « l'OTAN ». Ils sont absolument persuadés qu'ils se battent contre les soldats de l'OTAN.

Lorsque nous interrogeons nos enfants qui ont été secourus, ils nous indiquent qu'ils ne fréquentent pas une école dans les territoires occupés, mais bien une école militaire. Ils nous disent: « Chaque jour, des soldats russes viennent nous entraîner. » Pouvez-vous imaginer une chose pareille? Ce sont des centaines de milliers d'enfants qui sont endoctrinés ainsi, et cela ne se limite pas aux territoires occupés. Vous pouvez lire les livres d'histoire utilisés en Russie, et vous constaterez que le Canada, l'Occident et les États-Unis y sont dépeints comme étant l'ennemi à combattre.

C'est comme dans le temps de l'Union soviétique. J'ai grandi en Union soviétique. J'ai lu ces livres à ce moment-là, mais nous sommes maintenant dans une ère nouvelle. C'est une campagne intensive d'endoctrinement des enfants que l'on prépare à la prochaine étape de la guerre avec l'Occident. Je peux imaginer ces millions d'enfants russes et ukrainiens qui, une fois bien endoctrinés, produisent et pilotent des drones, et manient des armes.

Une jeune orpheline de 15 ans, qui avait été envoyée de force dans un camp militaire russe, m'a montré comment fabriquer un piège. Les enfants construisent des pièges, manipulent des armes et pilotent des drones. Ces enfants seront bientôt adultes et pourraient se disperser dans les pays occidentaux, avec leur haine envers l'Occident et leur capacité à utiliser des drones et des technologies nouvelles. C'est ce qui va arriver, je vous prie de me croire.

C'est pourquoi nous devrions agir maintenant pour freiner la Russie et déprogrammer ces enfants. Dans notre centre de réadaptation, nous commençons par les déprogrammer, parce que beaucoup d'entre eux ne savent pas que l'Ukraine existe. Ils ont en effet appris, dans leur nouvelle école russe, que l'Ukraine n'existe plus. Je pourrais vous raconter des tonnes d'histoires à ce sujet.

• (1130)

**Anita Vandenbeld:** Merci.

C'est le pire cauchemar pour n'importe quel parent et n'importe qui, en fait.

J'aimerais aussi entendre la réponse de Mme Howarth à ce sujet.

**Caitlin Howarth:** Je considère que nous avons un rôle à jouer sur deux tableaux. En plus de surveiller tout ce qui se passe avec les

enfants, nous examinons les atrocités qui ont cours à différents degrés dans le cadre de cette guerre.

Le niveau de criminalité est très élevé. Non seulement on kidnappe et on endoctrine ces enfants en leur apprenant à se battre contre l'Ukraine et en semant la peur à un niveau surhumain, mais on les incite aussi à divulguer des renseignements sur leur propre famille et sur leurs voisins, et, par exemple, à informer les autorités d'occupation russes qu'un de leurs amis fréquente une école ukrainienne en ligne pendant la soirée, ce qui peut bouleverser sa vie et la mettre en péril, car cet enfant sera enlevé à ses parents qui risquent de ne jamais le revoir s'il est incarcéré ou fait face à d'autres conséquences.

En ce qui concerne la cruauté, il est vrai que le terme « insidieux » n'est pas vraiment assez fort, mais c'est aussi la raison pour laquelle nous avons les lois sur les conflits armés et les Conventions de Genève. Nos enfants devraient être à l'abri de tout cela. Ils ne devraient pas être utilisés comme armes de guerre. C'est pourquoi nous demandons à la communauté internationale de dire qu'on est allé trop loin et qu'il faut que cela cesse.

**Anita Vandenbeld:** Me reste-t-il du temps, monsieur le président?

**Le président:** Nous avons dépassé le temps imparti. Merci.

Nous passons maintenant à M. Aboultaif. Vous avez cinq minutes.

Oh, je suis désolé. C'est plutôt au tour de M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, la parole est à vous pour six minutes.

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Je remercie les témoins d'être des nôtres. Nous nous sommes déjà rencontrés, alors c'est bien de nous retrouver.

Monsieur Kuleba, quels sont les obstacles les plus importants quand il s'agit de retrouver et de rapatrier les enfants ukrainiens déportés en Russie?

[Traduction]

**Mykola Kuleba:** Nous avons beaucoup d'obstacles parce que, d'abord et avant tout, un proche ukrainien d'un enfant ne peut pas se rendre en Russie. C'est très difficile. Vous ne pouvez pas leur dire que vous voulez ramener votre enfant du côté ukrainien. Même dans les territoires occupés, vous avez des dizaines de points de contrôle à franchir, et les services spéciaux russes et les soldats russes vous interrogent systématiquement.

Une grand-mère a essayé de retrouver sa petite-fille. Après avoir subi 14 heures d'interrogatoire, elle est morte le lendemain, et on n'a jamais revu l'enfant. Nous avons cherché cette fille de 13 ans pendant deux ans sans pouvoir la retracer.

De nombreux enfants disparaissent après être passés par le système russe. Il est primordial pour nous de partir à la rescousse de ces enfants dès que nous sommes mis au fait de leur situation. C'est d'autant plus important que de nombreux enfants ont ainsi été sauvés de la conscription forcée. Nous avons beaucoup d'enfants qui ont reçu un avis d'affectation au sein de l'armée russe à l'âge de 16 ou 17 ans, et nous en avons qui ont été emmenés dans des camps militaires ou des académies militaires russes. Nous avons des enfants dont les parents ont été arrêtés, ont été assassinés ou ont disparu. Non seulement ces enfants subissent-ils d'énormes traumatismes, mais ils sont aussi piégés en Russie, sans aucun espoir de s'en sortir. C'est pourquoi il est si important de les retrouver.

Vous pouvez constater dans la nouvelle loi russe que tout le monde doit être inscrit dans le système russe, non seulement pour avoir droit à la citoyenneté russe, mais aussi pour utiliser l'Internet russe officiel. C'est cet Internet officiel qui permet aux services spéciaux russes de contrôler les faits et gestes de chacun. Ils ont accès à toutes vos photos et à tous vos appels téléphoniques. C'est pourquoi nous utilisons des outils technologiques, et nous enseignons à ceux qui restent comment contourner ce système pour communiquer en toute sécurité.

Je pourrais vous raconter bien des choses sur la façon dont nous procédons, mais il vaudrait peut-être mieux que cela se fasse en privé.

• (1135)

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Quelle forme de soutien international, notamment de la part du Canada, pourrait vous aider à surmonter ces obstacles importants ou, du moins, à accélérer le processus pour rapatrier ces enfants?

[Traduction]

**Mykola Kuleba:** Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes très reconnaissants du soutien du Canada parce que parmi les 44 pays participants, le Canada a été le premier et le seul à appuyer le chemin de fer clandestin de Save Ukraine pour retracer des enfants enlevés et militarisés en Russie et dans les territoires occupés et leur porter directement secours. Nous avons bénéficié de cette expérience qui nous a aidés à sauver 200 enfants dans une telle situation. Nous avons secouru au total plus de 1 000 enfants, et la contribution de votre pays nous a été très utile.

En plus du Canada, nous collaborons avec le gouvernement allemand, qui nous aide à assurer la réadaptation de ces enfants; avec le gouvernement néerlandais, qui nous fournit un soutien à la réadaptation et des services de garde pour les enfants handicapés; et avec le gouvernement belge, qui apporte son assistance dans le cadre d'un programme spécial pour les enfants victimes d'abus sexuels, parce que parmi les enfants secourus, il y a des filles de tous âges qui ont été victimes d'abus sexuels. Nous avons vraiment besoin de plus de programmes sur le terrain — notamment pour le traitement des traumatismes — pour les rapatrier et leur redonner leur enfance en leur permettant de reprendre le cours de leur vie, sachant que ce traumatisme se fera sentir pendant le reste de leur existence.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Madame Howarth, je pense que votre laboratoire a étudié plus de 210 établissements liés aux transferts forcés d'enfants. Quelles sont les preuves les plus probantes de l'implication d'acteurs de l'État russe dans ces crimes contre l'humanité?

[Traduction]

**Caitlin Howarth:** Il existe à tous les niveaux des éléments probants indiquant que la Russie est non seulement impliquée, mais aussi l'architecte principale de tout ce système.

Certaines des meilleures preuves viennent de la bouche même du gouvernement russe. En témoignent de nombreuses déclarations, des articles factuels et des lois adoptées par la Russie pour tenter de créer une fiction juridique selon laquelle tout cela est non seulement conforme à la loi nationale russe, mais aussi à une visée humanitaire plus vaste au bénéfice des enfants ukrainiens. Rien de tout cela n'est conforme aux lois internationales en matière d'aide humanitaire et de droits de la personne auxquelles la Russie est liée de par son adhésion à la Convention de Genève.

Nous avons en outre documenté l'utilisation du fonds de gestion du personnel présidentiel pour financer directement l'acquisition et l'administration de bon nombre des actifs des installations utilisées. La Russie participe aussi directement au transport des enfants vers les installations en question. Nous avons ainsi documenté en détail le transport de certains enfants vers l'un des camps dans l'un de nos rapports, et nous avons du même coup constaté que la flotte présidentielle, y compris le même avion, a été largement utilisée à cette fin.

Nous continuons d'exercer une surveillance des actifs en nous intéressant notamment aux questions de financement. Plus nous progressons dans cet examen, plus nous constatons que l'État russe est omniprésent.

• (1140)

**Le président:** Merci. Merci beaucoup.

Monsieur Aboultaif, vous avez cinq minutes.

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Merci, monsieur le président, et merci aux témoins de comparaître devant le Comité aujourd'hui.

L'un des objectifs de la guerre russe contre l'Ukraine est d'assimiler la population ukrainienne et, dans le cas qui nous intéresse, plus précisément les enfants. On ne parle pas seulement de 10 000 ou 20 000 enfants ainsi déportés. Il y en a eu depuis l'occupation de 2014 et cela s'est poursuivi après la plus récente invasion.

Le Canada assume la coprésidence de la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens, et des négociations ou des pourparlers sont en cours concernant un plan de paix. Nous savons que c'est ce qui se passe actuellement. Je sais que M. Kuleba a parlé de la confidentialité qui entoure une partie de ce qui se passe en coulisses, mais je pense qu'il serait utile pour le Comité de savoir comment le rapatriement de ces enfants s'inscrit dans les discussions sur la paix qui sont en cours.

Je vais commencer par vous, madame Howard, puis j'aimerais que M. Kuleba réponde à la même question.

**Caitlin Howarth:** C'est la question qui se pose en ce qui concerne les négociations de paix. Les enfants sont fondamentalement le fer de lance lorsqu'il s'agit d'établir la dimension humaine de la guerre.



En ce qui concerne le cadre de 28 points qui a été présenté dernièrement, il y a beaucoup à dire sur son manque d'humanité. On y traite le territoire ukrainien comme s'il était complètement dépeuplé d'êtres humains. Nous savons qu'il s'agit de décisions très réelles qui auraient un effet sur la vie de plus d'un million d'enfants, sans parler de leurs familles. Nous savons qu'elles auront une incidence considérable sur l'avenir de l'Ukraine.

En vérité, si les enfants ukrainiens n'avaient pas d'importance, la Russie ne serait pas aussi déterminée à essayer d'écarter cette question. Les Russes sont constamment en train de brouiller les cartes, de répandre plus de faussetés à l'égard de nos faits et nos chiffres et d'essayer de faire disparaître de l'information. Si ce dossier n'avait pas d'importance et que la reddition de comptes sur cette question n'était pas un problème pour M. Poutine, ces efforts ne seraient pas aussi efficaces, mais c'est l'inverse. Les enfants ukrainiens nous sortiront de cette guerre.

**Mykola Kuleba:** Vous avez parlé des répercussions de cette guerre. En tant qu'ombudsman des enfants, j'ai suivi des situations se rapportant aux enfants pendant les sept années qui ont suivi la première invasion. En 11 ans, nous avons perdu près de la moitié de la population totale d'enfants. Nous les avons perdus. Aujourd'hui, ils vivent partout dans le monde, et plus d'un million d'enfants sont pris en otage à cause de l'occupation des territoires. En ce moment, pour chaque naissance, trois personnes meurent. Une crise démographique frappe l'Ukraine.

Selon moi, il faudrait inclure aux négociations de paix la mise en œuvre d'un programme visant à identifier les enfants et les familles qui vivent dans les territoires temporairement occupés et déplacés en Russie, dans le but de réunir les familles et de les rapatrier.

Les fonctionnaires ukrainiens devraient recevoir des renseignements complets identifiant tous les enfants ukrainiens, les citoyens ukrainiens qui étaient âgés de moins de 18 ans dans la période qui précède 2020 et se termine en février 2022. Il faudrait donner accès à une ligne prioritaire indépendante et à des services de rapatriement, d'aide humanitaire et d'autres types d'aide. Au besoin, les enfants auraient la possibilité de recouvrer leur citoyenneté et de recevoir une indemnisation convenable pour la violation de leurs droits.

• (1145)

**Ziad Aboultaif:** Je vous remercie.

Monsieur Kuleba, vous avez également mentionné que des gens comme vous ne peuvent même pas entrer en territoire russe pour demander des renseignements ou enquêter, mais la coalition internationale a dû en avoir l'occasion.

Pourriez-vous nous parler des mesures qui ont été prises à ce chapitre et nous dire si nous pouvons espérer comprendre le destin de ces enfants et ce qui se passe?

**Mykola Kuleba:** Je ne veux pas être pessimiste, mais j'ai participé aux négociations de Minsk en tant qu'ombudsman des enfants, où nous avons négocié avec la Russie à ce sujet. Les résultats ont été nuls. Rien n'a été fait.

Je ne crois pas que la Russie enverra des enfants, parce que chacun peut témoigner des crimes de guerre — chacun. C'est pourquoi il n'est pas dans l'intérêt de Poutine de rendre le moindre enfant. Il a commis des crimes atroces — des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. C'est pourquoi la Russie les transforme en en-

fants russes, en soldats russes. Son intention entourant leur identité est claire. C'est sans équivoque.

En fait, seules les pressions exercées par des pays comme le Canada et vos alliés peuvent nous aider, tout d'abord, à recevoir des renseignements justes à leur sujet, puis à les ramener à leurs familles et les rapatrier.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Bill Blair.

Vous avez cinq minutes.

**L'hon. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président. Je remercie les deux témoins de leurs témoignages très convaincants et de leur expertise, qui, je pense, peuvent nous être très utiles.

En lisant les documents et en écoutant votre témoignage, j'ai eu un peu de mal à comprendre plus précisément l'ampleur du problème. Alors que nous établissons le nombre d'enfants en question, il y a peut-être diverses façons de définir différents groupes d'enfants.

Je vais m'adresser à vous, madame Howarth.

Par exemple, nous savons qu'en juin, l'Ukraine a fourni une liste de 339 enfants déportés illégalement vers la Russie et a demandé leur retour immédiat et inconditionnel. Nous avons entendu un large éventail de chiffres ici. Vous pourriez peut-être nous aider à mieux comprendre comment nous pouvons établir avec précision les défis auxquels nous sommes actuellement confrontés.

**Caitlin Howarth:** Voilà la question. C'est un défi de taille, et que notre équipe tente de relever en ce moment. Nous nous efforçons d'avoir une meilleure idée de l'endroit où se trouvent ces enfants, combien ils sont et à quelle cohorte ils appartiennent exactement.

Il y en a environ quatre que nous suivons. Il y a ceux qui ont été envoyés dans les camps et les sanatoriums. Il y a ceux qui ont été enlevés à la ligne de front et capturés en plein combat. Il y a ceux qui ont été retirés des orphelinats et des institutions. Ils représentent la grande majorité des 315 cas que nous avons documentés dans notre rapport précédent.

Il y a aussi ceux qui, selon nous, ont été soumis au processus de filtration, dans le cadre duquel des familles entières se sont essentiellement vu offrir une option. On leur a dit de s'éloigner de la ligne de front, mais de partir vers l'est, et nulle part ailleurs. Elles sont allées dans cette direction.

Ce sont les enfants qui ont peut-être été séparés de leur famille par filtration qui, à notre avis, peuvent représenter un si grand nombre d'enfants pris dans cette machination. Nous croyons que le chiffre avancé par les Russes de 700 000 enfants ukrainiens en Russie est en grande partie composé de ceux qui sont issus de la filtration, ou de familles qui se sont relocalisées.

Ce qui nous préoccupe le plus, en fin de compte, c'est le manque de transparence. C'est l'absence de tout processus, de tout éclairage sur la Russie elle-même, parce qu'elle n'autorise absolument aucun accès international. Il n'y a aucun moyen pour les familles de dire qu'elles sont là, qu'elles sont en sécurité et qu'elles sont en fait réunies, et de façon à ce que la communauté internationale soit convaincue qu'il n'y a pas de coercition et que les gens sont réellement en sécurité, qu'ils vivent comme ils le souhaitent et qu'ils ont la liberté de se déplacer dans un autre pays, s'ils le désirent.

**L'hon. Bill Blair:** Merci beaucoup.

J'ai une autre question.

Le contexte de cette discussion change rapidement, comme nous le savons tous. Par exemple, dans la proposition de paix en 28 points que les États-Unis ont initialement soumise et qui, je le sais, fait l'objet de nombreuses discussions, la disposition 24 prévoit la création d'un comité humanitaire pour résoudre les questions en suspens, ce qui comprend le retour et l'échange de tous les prisonniers et corps restants dans toutes les bases. On y précise que les détenus et les otages civils seront renvoyés, y compris les enfants, et qu'un programme de réunification des familles sera mis en œuvre.

La situation est d'autant plus compliquée que certains territoires qui sont maintenant occupés par la Russie pourraient être cédés à la Russie, dans le cadre de ce processus de paix. Par conséquent, le statut des enfants qui ont été enlevés de ces régions pourrait également être modifié de façon assez importante, selon le dénouement du processus.

Je me demande comment nous pouvons trouver un compromis. Tout d'abord, dans quelle mesure les données et les renseignements importants éclairent-ils cette discussion?

• (1150)

**Caitlin Howarth:** Voici l'une des choses que nous cherchons à faire. Nous voulons le plus rapidement possible pouvoir indiquer concrètement le nombre de personnes que la Russie aurait entièrement intégrées à sa population et le nombre d'enfants ukrainiens pour lesquels elle aurait mis en place une capacité d'endoctrinement.

Comme nous l'avons dit, il ne s'agit pas seulement de programmes que la Russie a mis en place pour ses propres enfants. Nous nous demandons aussi dans quelle mesure elle a créé des voies réservées à la militarisation, à l'endoctrinement et, essentiellement, à l'ingestion des enfants ukrainiens pour les séparer délibérément de leurs familles. C'est ce dont nous essayons de comprendre la portée en ce moment.

Au départ, nous avions estimé qu'il y avait 35 000 enfants, mais nous croyons que ce chiffre est faible, surtout compte tenu de la taille et de la capacité des installations qui sont construites et, franchement, de leur objectif, ce qui est très préoccupant.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe pour deux minutes et demie. Allez-y, s'il vous plaît.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Kuleba, nous sommes ici pour parler aussi de questions difficiles, qui ne sont pas toujours faciles à entendre. Vous en

avez déjà parlé, mais est-ce qu'il vous serait possible de nous donner plus de détails sur les types de traumatismes psychologiques et physiques que vous avez observés chez les enfants rapatriés?

[Traduction]

**Mykola Kuleba:** Merci beaucoup.

Tous les enfants qui ont été ramenés ont subi d'énormes traumatismes. Tout d'abord, bon nombre d'entre eux ont perdu des êtres chers, des parents ou des proches. Certains ont été victimes de crimes atroces lorsque leurs amis ont été tués sous leurs yeux ou qu'ils ont été menacés par des soldats russes dans leurs écoles. C'est un traumatisme énorme, surtout pour les jeunes enfants.

Je peux vous raconter l'histoire d'une fillette de six ans qui a vu des soldats russes torturer ses parents sous ses yeux. Elle a cessé de parler. Lorsque nous l'avons sauvée, elle ne pouvait pas parler. Il a fallu plusieurs mois avant que notre thérapie de traumatologie lui permette de retrouver la parole.

Pour tous les enfants qui ont été secourus, après notre réadaptation, la priorité absolue est la sécurité. Tout le monde parle de sécurité, parce qu'ils n'étaient pas en sécurité dans les territoires occupés. Nous avons des enfants qui ont été isolés chez eux pendant plus de trois ans parce que leurs parents avaient vraiment peur qu'ils soient enlevés.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci beaucoup, monsieur Kuleba.

Madame Howarth, tantôt, vous avez parlé des Conventions de Genève. Le Canada est signataire de ces conventions et a des obligations envers celles-ci.

À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il utilisé les études de votre laboratoire pour diriger sa stratégie sur le dossier des enfants ukrainiens?

[Traduction]

**Caitlin Howarth:** Oui, c'est le cas, au meilleur de nos connaissances. Notre travail est étroitement coordonné avec le bureau du président. Nous nous assurons que tout ce que nous documentons est immédiatement transmis au Bureau du procureur général et au ministère de la Justice, ainsi qu'avec d'autres mécanismes de reddition de comptes. Il s'agit de la totalité de nos dossiers, et pas seulement de ce qui est déclaré publiquement.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Selon vous, le Canada ayant pris connaissance de vos travaux, quelles seraient ses obligations en lien avec cette situation?

• (1155)

[Traduction]

**Le président:** Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

**Caitlin Howarth:** Nous savons que certains de ces dossiers vont durer un certain temps. Le Canada peut fournir un soutien continu pour les mécanismes de reddition de comptes.

En tant qu'Américaine, je vais être un peu subtile et dire simplement qu'à mon avis, le Canada est un ami de la justice internationale et de la reddition de comptes et qu'il peut faire beaucoup dans ce domaine pour s'assurer d'aller de l'avant avec la rapidité et la rigueur que le peuple ukrainien mérite.

**Le président:** Merci beaucoup.

Madame Kronis, vous avez cinq minutes.

**Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens d'abord à remercier les deux témoins. Vous avez tous les deux fourni un témoignage très éclairé et réfléchi sur un sujet aussi sensible et douloureux pour tant de personnes qui nous regardent à la maison ou qui sont d'origine ukrainienne au Canada.

L'un des angles sous lesquels j'examine la question est celui de ma position au sein du Sous-comité des droits de la personne de ce comité, devant lequel vous avez tous les deux comparu à d'autres occasions, je crois. En me préparant pour la réunion de ce matin, j'ai examiné les trois communiqués de presse que j'ai pu trouver et qui ont été publiés par le Sous-comité des droits de la personne.

Madame Howarth, un communiqué de presse publié le 1<sup>er</sup> décembre 2023 par le Sous-comité des droits de la personne demande précisément la création du registre centralisé dont nous parlions plus tôt et auquel vous avez fait référence dans vos commentaires. À ce moment, 386 enfants avaient été secourus, selon l'information que nous avions eue.

Près de deux ans plus tard, en 2025, il semble qu'environ 1 200 enfants de plus aient été secourus, mais le registre n'existe pas encore. Pourriez-vous nous en dire plus sur les obstacles à la création d'un tel registre?

**Caitlin Howarth:** Il y en a beaucoup.

Honnêtement, je pense qu'une grande partie du problème repose également sur les particularités techniques d'un registre qui englobe de nombreux domaines de l'application de la loi.

Nous avons été heureux de travailler avec l'Office européen de police Europol pour partager nos données en aval. Nous croyons que le système commun d'Europol, qui sert de centre d'échange d'information pour les organismes internationaux d'application de la loi, est excellent. Il s'agit déjà essentiellement d'un mécanisme établi, doté d'un ensemble d'outils, de protocoles et de directives que les divers organismes d'application de la loi peuvent respecter et ont acceptés.

Cela dit, ce qu'il faut ici, c'est obtenir des conseils de ceux qui comprennent comment monter des dossiers de personnes disparues à l'échelle internationale pour faire le suivi et le repérage pour les années à venir, parce que c'est exactement ce que nous recherchons.

Nous avons beaucoup appris, et il y a en fait beaucoup de choses que le Canada peut faire en coopération avec ses partenaires mondiaux dans le Sud, notamment l'Argentine, le Guatemala et le Chili. Ils ont vu leurs enfants disparaître pendant des générations sous des régimes difficiles, mais ils ont également réussi à les repérer et faire l'analyse d'ADN pendant de nombreuses générations.

Nous pouvons faire beaucoup de choses à cet égard.

**Tamara Kronis:** Je crois que de nombreux Canadiens d'origine ukrainienne regardent les témoignages du Comité à partir de chez eux. En attendant ce registre ou cet ensemble d'outils centralisés, si ces personnes au Canada ont de l'information, où peuvent-elles l'envoyer?

**Caitlin Howarth:** C'est une excellente question.

Nous savons que le gouvernement ukrainien a sa propre base de données centralisée. Je suis convaincue que M. Kuleba a aussi des gens qui seront heureux de prendre des renseignements, surtout au sujet d'enfants qui veulent se sortir de l'impasse en ce moment. C'est hautement confidentiel.

Compte tenu du travail que ces deux équipes effectuent, je ne saurais trop insister sur l'importance de faire parvenir l'information aux gens sans délai.

**Tamara Kronis:** Je vous remercie de l'avoir mentionné.

Comme de nombreux Canadiens le savent, le Canada possède désormais la plus grande diaspora ukrainienne à l'extérieur de la Russie, et de nombreuses familles ici ont un lien avec des enfants disparus ou enlevés. Le Canada copréside l'une des Coalitions internationales pour le rapatriement des enfants ukrainiens. Ici, au Canada, nous avons un lien très étroit avec le conflit.

Vous avez parlé des réductions du financement. Nous savons que les Américains ont diminué le financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international, ou USAID, et d'autres organismes, mais le gouvernement libéral a également fait des annonces au cours des dernières semaines. Le premier ministre Carney indique qu'il prévoit réduire de 2,7 milliards de dollars le financement de l'aide étrangère.

Cette baisse aura-t-elle une incidence sur votre travail et sur celui d'organismes semblables? Va-t-elle ruiner les efforts déployés pour ramener les enfants?

● (1200)

**Caitlin Howarth:** Il m'est difficile de parler des répercussions précises qu'auront ces compressions.

Cela dit, l'ensemble du secteur de l'aide humanitaire est en grande difficulté en ce moment. Nous observons des contractions généralisées alors que le monde dans son ensemble se prépare aux conflits plutôt qu'à la paix et à la durabilité. Il est essentiel de garder à l'esprit que les efforts comme les nôtres et ceux de Save Ukraine visent fondamentalement la stabilisation.

Si vous travaillez avec une équipe comme celle du laboratoire de recherche humanitaire de Yale, vous ne visez pas seulement la reddition de comptes en vue d'une éventuelle action en justice; vous investissez dans un changement très réel du ton et du présent. Voilà qui peut contribuer à un avenir plus stable, voire cinq minutes.

Je pense que les décideurs feraient bien de ne pas l'oublier lorsqu'ils cherchent à déterminer non seulement comment éviter les conflits, mais aussi comment changer les prévisions météorologiques des 10 prochains jours.

**Tamara Kronis:** Merci.

Je pense que mon temps est écoulé.

**Le président:** Oui.

C'est maintenant au tour de M. Oliphant de conclure cette série de questions.

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Il me reste quelques minutes.

Je remercie les deux témoins de leur présence.

Je tiens à rassurer les Canadiens d'origine ukrainienne qui nous regardent. L'engagement du Canada envers l'Ukraine sur les plans militaires, de la défense, du droit international et de la reddition de comptes doit se poursuivre. L'aide humanitaire entourant l'enlèvement des enfants passera avant tout pour le gouvernement canadien. C'est un engagement continu que nous poursuivrons.

J'ai deux questions.

Le Canada continue de coprésider, avec l'Ukraine, la coalition pour le rapatriement des enfants enlevés. Je crois qu'environ 40 à 45 pays l'ont maintenant signée.

Que signifie la signature, et quelles actions pouvons-nous attendre de nos partenaires? Comment le Canada peut-il demander plus qu'une signature, mais bien des gestes concrets? L'un ou l'autre d'entre vous a-t-il des suggestions en ce sens?

**Caitlin Howarth:** C'est une excellente question.

Je pense que le Canada joue déjà un rôle important de chef de file, non seulement en tant que rassembleur, mais aussi en soulignant la nature cruciale des relations gouvernementales avec la vaste diaspora ukrainienne canadienne.

De cette façon, je pense que le Canada illustre en fait deux ou trois choses qui sont vraiment significatives. Une chose à laquelle je pense beaucoup ces jours-ci, en tant qu'Américain, c'est la façon dont on traite les étrangers, dont on les accueille et la différence que cela fait, même pour le travail de reddition de comptes que des acteurs comme la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens essaient de faire. Cela s'applique aussi à l'effet de stabilisation plus large qui peut se produire dans le monde entier.

C'est un message de leadership qui peut être partagé avec l'ensemble de la coalition: il faut réfléchir à ce qui peut arriver et à ce que d'autres signataires peuvent faire de plus. Ils pourraient peut-être songer davantage au genre d'environnement qu'ils veulent offrir chez eux et peut-être adopter une approche un peu plus canadienne.

J'espère que cela vous éclaire.

**L'hon. Robert Oliphant:** Merci.

Vous êtes toujours le bienvenu en tant qu'Américaine.

Monsieur Kuleba, voulez-vous ajouter quelque chose?

**Mykola Kuleba:** Oui, merci.

Comme je l'ai mentionné, le gouvernement canadien nous a appuyés, et nous avons pu trouver des enfants, en sauver 200 et offrir un programme de guérison des traumatismes. Il y a de fortes chances qu'à l'avenir, nous sauvions plus d'enfants si le gouvernement canadien nous apporte davantage de soutien.

Nous sommes très reconnaissants envers la diaspora ukrainienne au Canada et la Fondation Canada-Ukraine, l'organisation de la diaspora ukrainienne, le Congrès des Ukrainiens Canadiens et toutes les organisations qui nous appuient et qui essaient de trouver tous les moyens possibles de nous informer, de faire des dons et de contribuer aux programmes de guérison des traumatismes. C'est pourquoi le Canada est un chef de file. Je vous demande de conserver la même attitude et d'en faire plus, parce que, grâce à tout cela, nous pourrions sauver plus d'enfants ukrainiens et les ramener chez eux.

Merci.

● (1205)

**Le président:** Je remercie les deux témoins d'avoir comparu devant le Comité.

Nous allons suspendre brièvement la séance pour nous préparer à accueillir les prochains témoins.

● (1205)

(Pause)

● (1210)

**Le président:** Chers collègues, la séance est ouverte.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins de la deuxième heure. Le Congrès des Ukrainiens Canadiens est représenté par Ihor Michalchyshyn, directeur général et administrateur exécutif, et par Orest Zakydalsky, conseiller principal des politiques. Bienvenue.

Vous avez cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, monsieur Michalchyshyn.

**Ihor Michalchyshyn (directeur général et administrateur exécutif, Congrès des Ukrainiens Canadiens):** Merci, monsieur le président et distingués membres du Comité.

Je vais lire notre déclaration, et M. Zakydalsky m'aidera à répondre aux questions.

Il y a près de 1 400 jours, le 24 février 2022, la Russie a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Depuis plus de trois ans, la Russie commet un génocide et tente d'annihiler l'État ukrainien et de détruire son peuple. Depuis trois ans, le peuple ukrainien défend courageusement sa propre liberté ainsi que la liberté et la paix en Europe.

Nous croyons, et nous savons que vous aussi, qu'il est dans l'intérêt national du Canada de garantir une Ukraine forte, libre et démocratique. La victoire de l'Ukraine est dans l'intérêt du Canada et du monde libre.

Nous sommes reconnaissants du soutien économique, humanitaire et militaire que le Canada et nos alliés ont fourni, mais jusqu'à présent, l'Ukraine n'a reçu que suffisamment pour survivre, et non pour gagner. Cela doit changer, car la seule voie vers la paix en Europe est la défaite russe. Même si un plan de paix est adopté cette semaine ou l'année prochaine, la Russie n'en respectera pas les conditions. Par conséquent, la seule solution est une défaite militaire de la Russie.

La Russie a violé tous les accords et tous les traités qu'elle a conclus. En 1994, lorsque l'Ukraine a subi des pressions pour renoncer à son arsenal nucléaire, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni se sont engagés à protéger la souveraineté de l'Ukraine. Aucun des signataires du mémorandum de Budapest n'a respecté ses conditions, et il n'y a pas eu de réponse à l'invasion russe de la Crimée et du Donbass.

L'invasion à grande échelle de 2022 a choqué le monde entier. Même lorsque l'opération spéciale de trois jours a échoué lamentablement, on hésitait à laisser l'Ukraine terminer le travail. Les Ukrainiens ne demandent pas notre présence sur le terrain; ils demandent des armes pour faire le travail eux-mêmes.

Depuis janvier 2025, la donne a radicalement changé. Le monde entier se réorganise en raison des caprices de notre voisin du Sud. Le Canada a été contraint de renforcer son économie et son secteur de la défense. Le budget récemment adopté prévoit une augmentation des dépenses en défense, conformément à nos engagements envers l'OTAN, et le Canada peut maintenant accorder la priorité aux contreprises avec le secteur de la défense ukrainien, qui est de classe mondiale.

Nous devrions investir dans des partenariats pour que tout le monde y gagne. Nous devrions investir dans des choses qui sont bonnes pour le Canada et qui peuvent aussi être bonnes pour l'Ukraine. Par exemple, la production proposée d'avions de chasse Gripen au Canada créerait des milliers d'emplois et aiderait à produire les avions destinés à l'Ukraine.

Nous encourageons donc le Canada à se concentrer sur trois piliers stratégiques.

Premièrement, renforcer les liens en matière de défense afin d'accroître la prestation de l'aide militaire à l'Ukraine et d'augmenter la production conjointe.

Deuxièmement, renforcer les liens commerciaux pour accroître le soutien aux investissements du secteur privé canadien en Ukraine, y compris une augmentation de la production nationale d'énergie pour remplacer l'énergie russe.

Troisièmement, défendre les valeurs communes pour faire payer à la Russie son agression en travaillant avec des alliés pour saisir les 300 milliards de dollars d'actifs russes gelés et les mettre à la disposition de l'Ukraine.

Nous devons renforcer les sanctions contre la Russie dans le secteur de l'énergie, qui continue de financer sa machine de guerre; soutenir les poursuites des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; et souscrire au Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine créé par le Conseil de l'Europe.

En prenant ces mesures, le gouvernement canadien aura l'appui solide de la population. Un récent sondage a révélé que 77 % des Canadiens sont favorables à des sanctions plus sévères contre la Russie, 70 % à la saisie d'actifs russes et 65 % à l'augmentation de l'aide et de la formation militaires.

Nous insistons sur l'urgence d'agir le plus rapidement possible pour accroître le soutien à l'Ukraine et la pression sur la Russie. Pas plus tard que cette semaine, des gens ont été tués. Il y en a eu 35 à Ternopil, et hier, il y en a eu 4 à Kharkiv et 2 à Dnipro. Pendant la nuit, sept personnes ont été tuées à Kiev.

Les attaques russes contre des civils ukrainiens se produisent tous les soirs. Incapable de vaincre l'Ukraine sur le champ de bataille, la Russie terrorise la population civile ukrainienne pour rendre les villages et les villes invivables. Les attaques immorales de la Russie visent notamment des personnes innocentes, y compris des enfants, dans leurs foyers. Il s'agit là de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Enfin, je dirai un mot sur le soi-disant plan de paix des États-Unis qui a fait l'objet d'une fuite, fort probablement de la part de la Russie, dans la presse jeudi dernier. Si les 28 points du plan avaient été acceptés, cela aurait équivalu à une capitulation ukrainienne. Le Congrès des Ukrainiens Canadiens est d'accord avec la position du Canada et de nos alliés, qui ont souligné ensemble ce qui suit: « Nous soutenons clairement le principe selon lequel les frontières

ne doivent pas être modifiées par la force. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par les restrictions proposées en ce qui concerne les forces armées ukrainiennes, car ces restrictions rendraient l'Ukraine vulnérable à de futures attaques. »

Le Congrès des Ukrainiens Canadiens est d'avis que le Canada et ses alliés doivent accroître la pression sur la Russie pour la forcer à mettre fin à son invasion de l'Ukraine. Nous croyons que le fait d'exercer des pressions sur l'Ukraine, comme l'a fait l'administration américaine, ne fait qu'enhardir la Russie et rend la paix moins probable.

L'apaisement ne mènera pas à la paix. L'occupation ne correspond pas à la paix. Il semble que dans les jours qui ont suivi la publication de ce soi-disant plan, les négociations ont commencé entre les États-Unis et l'Ukraine. Comme bon nombre des aspects du plan relèvent de l'Union européenne et de l'OTAN, il est essentiel qu'elles soient également présentes à la table.

Nous répondrons volontiers à vos questions. Merci.

● (1215)

**Le président:** Merci beaucoup de vos propos.

Nous allons maintenant passer aux questions de mes collègues, en commençant par M. Ziad Aboultaif.

Vous avez six minutes.

**Ziad Aboultaif:** Merci de comparaître devant le Comité, et bienvenue encore une fois.

La diaspora ukrainienne au Canada est très importante et influente; elle est très active depuis l'invasion, même depuis 2014 et la première invasion de la Crimée.

Quel rôle joue la communauté pour aider à faire libérer les enfants ou, à tout le moins, pour aider à traiter cette question de manière adaptée au public canadien? Il est très important de sensibiliser la population canadienne à ce qui se passe. On ne parle pas de 5 000 ou 10 000 enfants; on parle probablement de millions d'enfants enlevés depuis 2014 lors de l'occupation de la Crimée et des nouveaux territoires conquis par la Russie.

Le rôle de la communauté est important. Je pense qu'il sera nécessaire, dans le cadre de notre étude, que le Comité soit informé du rôle de la communauté. Merci.

**Ihor Michalchyshyn:** Merci, et nous étions heureux de voir les témoins que vous avez reçus avant nous.

Je pense que la communauté a assumé deux rôles importants. Le premier consiste à sensibiliser tous les Canadiens à cet enjeu et à les informer, que ce soit par les médias ou dans nos collectivités locales, en travaillant avec d'autres communautés ethnoculturelles et les Canadiens en général pour que les gens comprennent ce qui se passe. Il y a des films et des conférences publiques.

Le deuxième rôle consiste en un soutien plus direct, comme l'a mentionné M. Kuleba. La Fondation Canada-Ukraine et d'autres organisations sont financées non seulement par les membres de notre communauté, mais aussi par les Canadiens en général, et ils soutiennent les efforts directs de ces organisations et participent à des collectes de fonds et à des efforts pour qu'elles puissent accroître leur capacité.

**Ziad Aboultaif:** L'une des pierres d'achoppement en ce qui concerne les enfants, c'est ce que fait la Russie pour changer leur mentalité et leurs croyances au sujet de leurs parents. Les enfants se font dire « voici ta nouvelle mère, ton nouveau père, ta nouvelle nationalité ». J'insiste de nouveau sur le fait que l'un des objectifs de la Russie dans la guerre est la population ukrainienne.

Nous devons déterminer la manière dont nous allons aborder ce problème. C'est très complexe. Nous savons que Poutine est un dictateur, nous savons ce qu'il fait. Les plus grandes victimes sont l'Ukraine et le peuple ukrainien, comme nous le savons.

Le rôle de la communauté est important pour ce qui est de recueillir des renseignements, nous les transmettre et essayer de signaler les noms et le nombre de ces enfants. Comment décririez-vous le rôle de la communauté ici?

L'une des lacunes qu'on constate, justement, concerne les chiffres: quelqu'un parle de 1 800 enfants et quelqu'un d'autre dit plutôt 20 000, mais il y en a en fait beaucoup plus. Il faut beaucoup de temps et d'efforts pour obtenir des données exactes. Ainsi, nous saurons au moins ce pour quoi nous battre et ce pour quoi négocier.

Encore une fois, comment le rôle de la communauté aide-t-il à relever ce défi? Ce serait très utile de le savoir.

• (1220)

**Orest Zakydalsky (conseiller principal des politiques, Congrès des Ukrainiens Canadiens):** Eh bien, comme vous le dites, c'est un problème extrêmement complexe, en partie parce qu'il est difficile d'obtenir des données exactes. Je suis certain que la représentante du laboratoire humanitaire de Yale vous en a parlé.

Ici, dans notre communauté, nous encourageons toute personne qui aurait des renseignements à communiquer à contacter la GRC. La GRC a un programme pour recueillir des preuves non seulement sur les crimes de guerre russes contre les enfants en particulier, mais aussi sur les crimes de guerre russes en général et les crimes contre l'humanité. Les gens ici qui ont fui l'Ukraine devraient certainement transmettre à la GRC toute information dont ils disposent.

L'organisation de M. Kuleba, comme M. Michalchyshyn l'a mentionné, est soutenue par la Fondation Canada-Ukraine pour une grande partie de son travail, mais, oui, c'est un problème épineux, parce que les enfants enlevés sont envoyés en Russie ou dans les territoires occupés, et il est très difficile d'obtenir des renseignements exacts et de faire sortir ces enfants, comme on l'a dit plus tôt aujourd'hui.

Nous sommes reconnaissants au Canada de diriger cette coalition, de concert avec l'Ukraine. Il est certain que les ressources du gouvernement sont plus abondantes que celles de la communauté, et nous remercions le gouvernement de prendre les devants.

**Ziad Aboultaif:** Comme le Canada occupe la coprésidence de la coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, avez-vous des recommandations ou des conseils à donner au gouvernement du Canada sur la façon d'être plus efficace dans cette mission presque impossible?

**Ihor Michalchyshyn:** Nous avons été invités à la conférence de Montréal l'an dernier. Ma recommandation serait certainement d'élargir le partenariat international pour collaborer avec un plus grand nombre de partenaires multinationaux pouvant interagir avec la Russie et soutenir la mission.

Bien sûr, nous ne serions jamais contre l'idée de consacrer plus de ressources, qu'il s'agisse du temps du personnel, des systèmes de financement ou du financement des ONG, et de veiller à ce que tout ce que M. Kuleba et son équipe font soit entièrement financé. Leur travail ne devrait pas manquer de ressources.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. James Maloney.

Vous avez six minutes.

**James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier tous les deux, messieurs, non seulement de votre présence aujourd'hui, mais aussi de tout le travail que vous faites, que je connais très bien. Sans vous deux et l'ensemble de votre organisation, le gouvernement canadien serait beaucoup moins en mesure de faire ce qu'il est capable de faire, alors je tiens simplement à vous remercier.

Nous parlons des enfants aujourd'hui, et c'est ce que je veux aborder en premier.

Nous parlons d'enfants qu'on fait sortir d'Ukraine. J'ai eu la chance de me rendre à Kiev en septembre dernier et, pendant que j'y étais, j'ai été invité par certains de mes homologues à visiter l'hôpital pour enfants d'Okhmatdyt.

L'enlèvement d'enfants ukrainiens est une chose, mais l'attaque intentionnelle contre un hôpital pour enfants n'est pas un acte de guerre: c'est un crime odieux. J'étais au courant, et je l'avais lu et vu aux nouvelles, mais je n'étais pas tout à fait prêt à voir ce que j'ai vu ce jour-là.

Ce n'est pas une question; c'est simplement un rappel pour les gens qui nous regardent aujourd'hui des horreurs et des atrocités qui se produisent là-bas. La seule comparaison que je peux faire, c'est de remonter l'avenue University, de tourner un coin de rue et de voir l'hôpital pour enfants complètement anéanti par des bombes. C'est une journée que je n'oublierai jamais.

J'allais vous parler du plan de paix, mais compte tenu de votre déclaration préliminaire, je pense que je vais m'abstenir, parce que vous n'avez guère confiance dans le résultat de ce plan. Je dirais que vos commentaires sur les intentions de la Russie sont exacts, étant donné que l'un des points consistait, si je ne me trompe, à réduire la taille de l'armée ukrainienne. Je vais donc passer à la question de la saisie des actifs russes.

C'est un enjeu important. J'ai déjà participé à des discussions avec vous à ce sujet, et le gouvernement canadien a pris des mesures jusqu'à présent. Quelle mesure précise le Canada pourrait-il prendre maintenant, à votre avis, pour faire avancer les choses?

Je vais vous donner un exemple. Je passe devant l'aéroport Pearson au moins deux fois par semaine, et je vois cet avion russe sur le tarmac. Le gouvernement canadien a entamé des procédures judiciaires pour passer à l'étape suivante de la saisie de cet actif afin qu'il puisse être liquidé au profit de l'Ukraine. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

• (1225)

**Orest Zakydalsky:** D'après ce que nous savons, il y a relativement peu d'actifs russes qui sont gelés au Canada, mais ce que le Canada peut faire, c'est prendre des mesures pour les saisir, en tant qu'exemple pour le reste du monde et en tant que causes types juridiques.

Les efforts déployés pour saisir les actifs détenus en Europe n'ont jamais été aussi importants, à ma connaissance, en tout cas, que ce qui s'en vient. Plus de 300 milliards de dollars d'actifs sont détenus dans des institutions européennes comme Euroclear.

En ce qui concerne les actifs qui sont au Canada, par exemple, le gouvernement a annoncé qu'il allait saisir les avoirs de Roman Abramovich qui sont gelés au Canada. Cela me semble être un bon point de départ comme cause type, puis d'autres pays pourront emboîter le pas pour saisir les actifs qui se trouvent sur leur territoire. L'avion en est un autre exemple.

Dans un certain sens, le Canada et ses partenaires sont en terrain inconnu. À notre avis, plus vite nous commencerons à le faire, plus vite nous pourrions voir où il faudra peut-être apporter des modifications législatives ou juridiques sur la façon d'aborder la saisie de ce qui est vraiment...

La grande majorité de ces actifs sont détenus dans des comptes d'Euroclear, en Belgique. Je pense que le Canada, à titre d'exemple et de cause type, est un bon point de départ, en grande partie parce que nous savons que la volonté politique est là pour le faire, ce qui n'est pas nécessairement le cas de tous nos partenaires européens.

**James Maloney:** En ce qui concerne Euroclear, y a-t-il un facteur temps pour ce qui doit être fait à l'égard des actifs détenus par cette société?

**Orest Zakydalsky:** Le facteur temps est que l'Ukraine a besoin de soutien et qu'elle en a besoin rapidement.

L'autre problème, c'est qu'un grand nombre de ces actifs sont gelés en raison de sanctions européennes qui exigent l'unanimité pour être reconduites et maintenues tous les six mois. Jusqu'à présent, les gouvernements européens qui ne sont pas amis avec l'Ukraine, comme la Hongrie et la Slovaquie, ont accepté de continuer à saisir ces actifs, mais cela ne garantit pas qu'ils le feront à l'avenir.

Je pense que l'urgence est liée à la fois aux besoins de l'Ukraine et à toute situation politique en Europe. Obtenir un consensus entre 27 pays sera toujours un problème.

**James Maloney:** Oui, il y a évidemment urgence de la part de l'Ukraine, mais l'autre partie portait sur l'approche unanime qui est requise. Savez-vous s'il y a des circonstances qui, dans un avenir proche, risqueraient de mettre fin à cette approbation unanime?

**Orest Zakydalsky:** Il n'y a rien de précis, sauf l'orientation politique générale de quelques gouvernements européens, et il faut aussi convaincre le gouvernement belge.

Une grande partie de la résistance à la Commission européenne vient de la Belgique, où se trouve Euroclear, et, à ma connaissance, le gouvernement belge lui-même craint de devoir porter une certaine responsabilité.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres.

Monsieur Michalchyshyn, je ne veux pas passer trop de temps là-dessus, mais je veux quand même revenir sur un élément de l'actualité récente dont vous avez parlé dans votre présentation.

*Le Journal de Montréal* a titré « Donald Trump assure être "très proche" d'un accord sur l'Ukraine ». J'aimerais connaître la position et le sentiment du Congrès des Ukrainiens Canadiens sur cette nouvelle. Nous passerons ensuite à d'autres sujets.

• (1230)

[Traduction]

**Ihor Michalchyshyn:** Comme nous l'avons mentionné, il y a des changements et des négociations de jour en jour, d'heure en heure, dans les différents plans de paix qui ont été proposés.

Ce que nous croyons, en principe, c'est que l'Ukraine doit être à la table. Il ne peut rien y avoir au sujet de l'Ukraine sans l'Ukraine. Le Canada et ses partenaires ont un rôle important à jouer pour ce qui est d'adhérer à ce principe afin de faire pression sur l'administration américaine également.

La façon dont les choses ont commencé nous inquiète, mais nous avons bon espoir qu'avec l'intervention du gouvernement ukrainien et celle des alliés, le processus de paix finira par être favorable à ce que l'Ukraine veut. Nous ne pouvons pas accepter les 28 points qui figuraient dans la déclaration préliminaire: perte de territoire, perte de souveraineté, perte de contrôle sur l'armée. Personne ici ne trouve ces plans de paix acceptables.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Dernièrement, l'ambassadeur est venu témoigner au Comité dans le cadre de la même étude. Il nous a fait part d'ententes déjà établies, notamment entre l'Ukraine et le Danemark, sur la production de drones en échange de technologie ukrainienne. L'ambassadeur nous disait que l'Ukraine recherche d'autres partenariats similaires.

À quel point le Canada peut-il jouer un rôle important dans ce genre d'entente, par laquelle il obtiendrait de nouvelles connaissances technologiques en contrepartie d'une capacité de production? Est-ce que ça vous paraît faisable? Si ça vous paraît faisable, est-ce que ça vous paraît pressant?

[Traduction]

**Ihor Michalchyshyn:** Oui, tout à fait. Nous comprenons tous de plus en plus que l'Ukraine est à l'avant-garde de l'adaptation de la technologie sur le champ de bataille en temps réel, qu'il s'agisse de la guerre par intelligence artificielle, mécanique, par drone ou autre.

Il est possible d'adapter la capacité d'innovation de l'Ukraine. J'étais au salon canadien de la sécurité cette année, et la technologie de la délégation ukrainienne était bien en avance sur nos fabricants nationaux. Une fois que la paix sera revenue en Ukraine, elle pourra montrer cette technologie au monde entier, en particulier à ses alliés.

Il y a des exemples qui montrent qu'il vaut beaucoup mieux financer la production directement en Ukraine; c'est un moyen plus efficace et plus rapide de lui fournir les choses dont elle a besoin, plutôt que de les produire et de les expédier, dans des processus qui risquent de tout ralentir. Nous croyons que c'est un très bon exemple, mais nous estimons aussi que la production conjointe entre le Canada et l'Ukraine, c'est-à-dire embrasser cette technologie en partenariat et l'adopter ici, est une bonne mesure économique pour nous.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Tantôt, nous avons parlé de saisies de fonds, mais un peu moins de sanctions. Est-ce que vous pensez qu'il y a eu assez de sanctions envers des personnalités russes? Est-ce que vous en voulez plus? Est-ce que, selon vous, les sanctions présentement mises en place fonctionnent? Si oui, ne voyez-vous pas là l'occasion d'en mettre d'autres en œuvre?

[Traduction]

**Orest Zakydalsky:** Nous avons toujours été d'avis que le Canada et ses partenaires devaient augmenter considérablement la pression sur la Russie. La meilleure façon d'y parvenir est d'alourdir les sanctions économiques afin de mettre fin aux flux de revenus vers la Russie.

Il y a des régions au Canada qui ne font pas beaucoup d'affaires avec la Russie, mais il y a des exemptions sur certains produits qui, selon nous, devraient être annulées. Selon moi, la façon la plus simple de procéder est de cesser complètement les échanges commerciaux avec la Russie. Depuis le début, nous souhaitons un embargo commercial complet avec la Russie. Si le Canada le faisait, ce serait un exemple pour les pays qui font encore beaucoup d'affaires avec la Russie, surtout en Europe.

Nous demandons au gouvernement d'imposer un embargo commercial complet et des sanctions économiques beaucoup plus sévères à la Russie.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Si jamais vous avez l'impression que des officiels ou des individus sont passés sous le radar des sanc-

tions, je vous demande très humblement de nous fournir ces noms dans un mémoire adressé au Comité, si c'est possible. Vous n'avez pas besoin de prononcer les noms des personnes ou des individus ici, mais si jamais vous pouviez les fournir par écrit au Comité, je vous en serais reconnaissant.

Je veux revenir rapidement sur le dossier des enfants kidnappés et déportés en Russie. Je sais que le Canada a eu son mot à dire dans le dossier, mais est-ce qu'il en fait assez? Est-ce qu'il y a d'autres possibilités pour le Canada d'aider encore plus dans ce dossier, par exemple en fournissant de l'aide psychologique aux enfants rapatriés? Est-ce que ça pourrait être là une belle occasion pour le Canada de faire un effort supplémentaire?

● (1235)

[Traduction]

**Ihor Michalchyshyn:** À mon avis, il est impossible d'en faire trop dans ce domaine.

En tant que communauté, nous soutenons les organismes. Nous exhortons le gouvernement à soutenir les organismes qui font le travail direct, le travail difficile. Nous attendons avec impatience l'occasion de travailler avec les parlementaires pour promouvoir la question auprès de la population canadienne.

Il n'y a pas de limite. On ne saurait offrir trop de financement ou trop de soutien dans ce domaine, malheureusement, d'ici le rapatriement de tous les enfants. Nous n'avons pas de noms à vous donner aujourd'hui, mais il y a beaucoup d'organismes qui travaillent dans ce domaine, et vous venez d'en rencontrer quelques-uns. Ils ont de la capacité, de l'intérêt pour l'Ukraine, de l'expérience et un bilan positif. Nous devrions continuer de les soutenir pleinement.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je remercie nos deux témoins de s'être joints à nous aujourd'hui et de leur témoignage. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Nous allons suspendre brièvement la séance pour que les gens ici présents puissent se préparer à passer à huis clos.

[ La séance se poursuit à huis clos. ]









Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>